

Journal de Côte d'Ivoire

N° 24 du 13.01 au 06.02.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Cote_dIvoire.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

«Le coup d'Etat» Gbagbo raconte lui-même son 11 avril.

Depuis La Haye. Ce que Gbagbo demande aux Ivoiriens.

1 Côte d'Ivoire occupé

2 Politique

2-1 Pr. Dedy Séri : c'est bien le retour massif de ces expatriés pour la recolonisation de la Côte d'Ivoire.

2-2 Sur le terrain

1 CPI

2-1 1Pascal Turlan : "Nous continuons nos enquêtes qui portent sur tous les camps".

4 Les grandes manœuvres

Gbagbo gagne son premier combat à la CPI.

5 Politique internationale

a) Usa

Côte d'Ivoire: Hillary Clinton encourage le président Ouattara au "dialogue".

b) France

Les grandes manœuvres

Gbagbo, un os dans la gorge de la France.

Tiré à part

«Le coup d'Etat» Gbagbo raconte lui-même son 11 avril.

Précisions importantes : ce livre, riche en informations sur le coup d'Etat qui a été fomenté en Côte d'Ivoire mérité être lu.

Le Mosourpa, cependant, tient à préciser qu'il est en total désaccord avec la vision de l'auteur concernant sa vision sur le génocide des Tutsis au Rwanda.

Dommage pour l'unité et la cohésion du livre, ce qui n'enlève pas la pertinence de la plupart des passages du livre, ceux qui concernent la Côte d'Ivoire.

Il faut commander ce livre via votre libraire, si vous ne le trouvez pas en rayon.

Le Nouveau Courrier-24/11/2011

Le livre est intitulé «Côte d'Ivoire : le coup d'Etat». Il est écrit par le journaliste d'investigation Charles Onana et préfacé par l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki. Et il apparaît d'ores et déjà comme un livre-événement, tant les révélations et les rappels utiles y sont foisonnants. Le livre contient également des documents et des courriers inédits que Charles Onana a réussi à se procurer, provenant notamment de ministres français. Déjà en vente en France, «Côte d'Ivoire : le coup d'Etat» sera-t-il autorisé à la vente en Côte d'Ivoire ? Il faudrait pour cela que des libraires ou des distributeurs aient le courage de le commander... Le Nouveau Courrier publie ici des «bonnes feuilles» de ce livre. Il s'agit du témoignage du président Laurent Gbagbo, qu'il a pu faire parvenir à Charles Onana depuis sa réclusion, et qui va, à coup sûr, déranger des milieux internationaux très haut placés. Ses accusations contre l'armée française, qui a selon lui tiré sur de jeunes manifestants Ivoiriens pour les disperser ou les empêcher de rallier sa résidence, et qui a visiblement profité d'une conversation téléphonique pour le localiser dans la résidence et bombarder sa chambre, sont très claires. Elles montrent une petite partie de ce qu'il a à dire, et constituent une alerte pour tous les hommes de bonne volonté. En effet, le pouvoir Ouattara et la Sarkozie doivent absolument comprendre qu'une éventuelle élimination physique du témoin gênant de Korhogo serait lourde de conséquences pour la Côte d'Ivoire. A court, moyen et long terme.

Gbagbo raconte comment une bombe a atterri dans sa bibliothèque

«Ce sont les soldats français qui ont tout fait. Ils ont bombardé du 31 mars au 11 avril 2011. Il y a eu des bombardements sporadiques avec largage des bombes. Le ministre français de la Défense, Alain Juppé, avait manifesté le désir de parler avec moi. Mon conseiller Désiré Tagro était venu me dire que cette demande venait de monsieur Charles Millon, l'ancien ministre de la Défense du gouvernement Juppé en 1995. En fait, monsieur Millon avait été à l'université de Lyon avec moi. Tagro m'avait fait part de cette demande le 10 avril 2011 à mon réveil matinal. J'étais sur le point d'aller prendre ma douche lorsque Tagro m'a informé du souhait de monsieur Juppé. Quand j'ai fini de prendre ma douche, j'ai retrouvé Tagro qui m'attendait le téléphone à l'oreille. Il était encore en communication avec monsieur Millon. Soudain, une bombe explose sur le toit de ma chambre. Millon demande alors à Tagro ce qui se passe. Tagro lui répond qu'on est en train de vouloir tuer le président. Ceux qui ont largué cette bombe ont tout détruit dans la pièce. J'avais une collection de livres d'auteurs romains et grecs traduits en français que je conservais jalousement depuis quarante ans, tous ont brûlé. Ma bibliothèque constituée depuis l'époque où j'étais étudiant est partie en fumée en quelques minutes seulement.»

Gbagbo explique pourquoi il a demandé à l'armée ivoirienne de ne plus se battre

«Le 10 avril 2011, notre informateur au ministère de la Défense à Paris nous a dit que ce jour-là, c'était 6+3. C'est-à-dire 6 hélicoptères plus 3 autres. Il faut savoir qu'auparavant, c'était uniquement trois hélicoptères qui nous bombardaient. Les snipers étaient également postés sur le toit de l'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire. Qui est mitoyen à ma résidence. Leur rôle essentiel était de tirer sur les jeunes Ivoiriens qui manifestaient ou s'aventuraient à sortir à proximité de ma résidence. Ainsi, lorsqu'on m'apprend que les chars français sont à Cocody, le commandant des Forces spéciales, l'officier de frégate Boniface Konan, me fait parvenir un message disant qu'il ne peut plus combattre, car les soldats sont dispersés. Le message souligne que les chars et les hélicoptères français ne cessent de tirer sur les soldats ivoiriens. Le 10 avril, j'ai dit à Konan qu'il devait cesser les combats pour ne pas faire tuer les soldats. Je ne pouvais accepter de voir mourir inutilement les dignes fils de mon pays face à des gens qui voulaient uniquement ma tête. J'ai demandé qu'on me laisse attendre sereinement le dénouement à la Résidence. Les soldats voulaient me mettre à l'abri. Mais je leur ai dit que je n'étais pas militaire mais chef de l'Etat. Ce qui m'importait le plus, c'était leur sécurité et non pas la mienne devant le feu français. A ce moment, Konan me dit la gorge serrée : «Monsieur le président, les Français ont tout détruit».

Gbagbo : «Ce sont les soldats français qui filmaient ma capture

«En fait, les Français ont encerclé la résidence et au lieu d'achever leur mission, c'est-à-dire de venir me prendre eux-mêmes, ils ont plutôt envoyé les rebelles me prendre. Je tiens tout de même à préciser qu'ils ont envoyé les rebelles m'arrêter devant les caméras. Toutes les images que vous avez reçues sont les images des soldats français. Ce sont les soldats français qui filmaient ma capture. Ils tournaient avec des caméras à la résidence et à l'hôtel du Golf. Plus tard, ils ont fait venir des journalistes français pour d'autres images de moi. Il n'y avait pas de journalistes africains tournant les images au moment de mon arrestation.»

La tentative de «corruption» de l'administration Obama

«Un sous-secrétaire d'Etat américain m'a téléphoné et m'a parlé pendant au moins une heure. Il me disait que si je parlais du pouvoir, je ne serais pas poursuivi, je pourrais m'exiler avec soixante-quatre personnes de mon entourage et que tous seraient pris en charge. Quant à moi, je serais logé, nourri et blanchi, j'aurais un travail et des revenus équivalant à 2 millions de dollars, etc. Cette conversation ou plutôt ce monologue était surréaliste.

Il y avait un tel décalage entre ce que disait ce monsieur et la réalité que je vivais avec le peuple ivoirien que son discours était indigeste. J'ai finalement raccroché, fatigué de l'entendre pérorer sur les propositions qui m'attendaient si j'acceptais de quitter le pouvoir. Je me suis dit qu'il y avait quelque chose d'étrange dans ce discours. Quel était le sujet ? A mon avis, c'était le résultat des élections présidentielles. Ils ont tous prétendu que j'avais perdu les élections présidentielles mais le Conseil constitutionnel de mon pays a dit le contraire. J'ai demandé de recompter les voix, ils ont refusé. J'ai même proposé une commission d'enquête indépendante internationale pour examiner les faits. On a refusé. Pourtant, les données sont simples. S'il est prouvé que j'ai perdu les élections, je m'incline sans autre forme de discussion. Si j'ai gagné, je suis disposé à faire des concessions politiques pour créer un climat d'apaisement et de paix dans tout le pays. Mais pourquoi s'obstine-t-on à me faire des propositions absurdes ? Pourquoi cherche-t-on à me corrompre et à me menacer si on est convaincu que j'ai perdu les élections ?

Peu après ce coup de téléphone étrange, mes conseillers me disent qu'Hillary Clinton cherche à me joindre au téléphone. Je refuse de prendre la communication car je suis convaincu que je vais encore passer un moment à entendre à nouveau les mêmes propositions. Elle m'a finalement adressé un message pour me proposer je ne sais quoi. Je n'ai même pas ouvert l'enveloppe. Après Hillary Clinton, le président Obama m'a directement appelé à son tour. Une fois de plus, j'ai refusé de prendre la communication. Je ne voulais plus écouter ni entendre les discours ennuyeux et les propositions ubuesques qu'ils infligeaient à mes oreilles.»

Gbagbo

<http://mosourpa.hautetfort.com/>

Depuis La Haye. Ce que Gbagbo demande aux Ivoiriens.

Depuis sa déportation à La Haye, le mardi 29 novembre dernier, c'est quasiment la première fois que le président Laurent Gbagbo envoie, certes par le biais d'un visiteur particulier, un message à ses compatriotes.

Le nouveau courrier

Depuis sa déportation à La Haye, le mardi 29 novembre dernier, c'est quasiment la première fois que le président Laurent Gbagbo envoie, certes par le biais d'un visiteur particulier, un message à ses compatriotes.

Le dimanche 29 janvier prochain, cela fera deux mois que le président Laurent Gbagbo a été déporté à La Haye, dans la prison de Scheveningen. Mais cette autre épreuve n'a en rien altéré son moral et sa détermination à poursuivre le combat qu'il mène avec acharnement malgré l'adversité. Déjà, lors de sa première comparution, le lundi 5 décembre dernier, le président Gbagbo avait annoncé les couleurs. «*On ira jusqu'au bout*», avait-il assené. Même s'il est détenu arbitrairement à la prison de Scheveningen, Gbagbo atteste que ses conditions de détentions sont mille fois meilleures à celles du goulag de Korhogo, où Ouattara le détenait.

En deux mois à La Haye, le président Gbagbo a reçu plus de visiteurs qu'il n'en a reçus en sept mois de détention à Korhogo. Du beau monde a pu voir le plus célèbre prisonnier à l'heure actuelle, notamment plusieurs de ses collaborateurs, des membres de sa famille... En tout cas, c'est un Laurent Gbagbo plus que déterminé et combattif qu'il a été donné de découvrir dans la prison de Scheveningen, selon les dires des happy few qui ont vu l'homme qui continue de hanter le régime fébrile d'Abidjan. A un de ses visiteurs, le président Laurent Gbagbo donnera un message particulier à transmettre aux Ivoiriens.

Dans un contexte qu'il sait particulièrement pénible pour ses compatriotes qui continuent de souffrir le martyre. «*Ne vous découragez pas, ne baissez pas les bras*», a dit en substance le président Gbagbo. Qui a invité les Ivoiriens à songer à reconstruire le pays, à sauver la Côte d'Ivoire. «*Malgré l'adversité, les difficultés, continuez à vous battre pour la Côte d'Ivoire, notre seul pays. Parce que nous n'avons que ce pays là. Les autres peuvent semer le désordre et s'en aller, mais nous c'est notre terre*», a fait savoir le

président Laurent Gbagbo. En tout cas, en ce qui concerne le combat pour l'histoire qu'il mène depuis La Haye, le président Gbagbo a réaffirmé sa détermination à aller jusqu'au bout. Selon notre source, le Woody de Mama est dans une grande forme physique ; il n'a en rien perdu sa bonne humeur et surtout son sens de l'humour. Il se dit déjà préparé moralement et physiquement à affronter les autres étapes de la procédure. Pour lui, le temps, l'autre nom de Dieu, finira par donner raison aux Ivoiriens.

Gérard Koné

28/01/2012

<http://cameroonvoice.com/news/news.rcv?id=5823>

1 Côte d'Ivoire occupé

Dedy Sery : [Les Ivoiriens expérimentent des dérives totalitaires sans précédent.](#)

Voilà sept mois qu'Alassane Ouattara, soutenu par la « communauté internationale », est devenu le président de la Côte d'Ivoire au détriment de Laurent Gbagbo et au terme d'une crise qui aura vu le pays se déchirer.

Si l'inculpation de Gbagbo par la CPI a été largement médiatisée, la situation en Côte d'Ivoire est passée sous silence.

L'ordre et la tranquillité sont pourtant loin d'être revenus comme le remarque le professeur Dedy Sery. Il pointe un bilan désastreux et condamne la recolonisation du pays par la France

Alassane Ouattara est président depuis sept mois. Comment se portent les Ivoiriens ?

Dédi Séry. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les Ivoiriens dont la communauté internationale prétend qu'ils ont rejeté Laurent Gbagbo à l'issue du scrutin du 28 novembre 2010, regrettent ce dernier, au grand dam des soutiens extérieurs de Ouattara, le vainqueur. Ceci indique clairement que l'Occident a échoué. Et que le vrai vainqueur, c'est Laurent Gbagbo. Mais le drame de la Côte d'Ivoire est que les grands de ce monde ne peuvent pas et ne veulent nullement se déjuger, par arrogance. Sinon comment comprendre que ces grands dirigeants de grande tradition démocratique, assistent sans broncher au recul de l'Etat de Droit dans un pays comme la Côte d'Ivoire qu'on prétend avoir remis sur les rails de la démocratie ? Comment ces dirigeants peuvent-ils tolérer que des "forces indisciplinées et incontrôlées" – c'est le terme de Ban-Ki Moon lui-même – puissent contrôler une armée républicaine qui crée l'insécurité, au point que ces mêmes soutiens extérieurs délocalisent leur Ambassade à Dakar ou à Accra ou déconseillent carrément la destination Côte d'Ivoire à leurs ressortissants ? Est-il rationnel et politiquement correct que des démocraties comme la France et les Etats-Unis puissent soutenir, sur la place publique et en ce début de XXIème siècle, un système politique qui rappelle si étrangement la féodalité du Moyen Age avec ses seigneurs et vassaux unis davantage par des liens tribaux que par des règles impersonnelles ? En effet, chaque village, chaque quartier, du Nord au Sud et d'Est en Ouest de la Côte d'Ivoire, est aujourd'hui militairement occupé par des Dozos/FRCI venus de la CEDEAO, qui tuent et dévastent tout sur leur passage, depuis sept mois. Impunément ! Au vu et au su des forces Licorne/ONU et des ONG de défense des Droits de l'Homme. Tout simplement parce que les victimes sont des pro-Gbagbo. Outre ce problème sécuritaire, il faut noter que la cote de l'économiste Ouattara est aujourd'hui bien plus pauvre que celle de l'historien Laurent Gbagbo. Depuis l'avènement de Ouattara, la vie des Ivoiriens sombre dans la précarité : il y a environ 2 000 000 de réfugiés/déplacés ; près de 200 000 personnes ayant perdu leur emploi ; 400 hauts cadres FPI/CNRD meurent de faim depuis le gel de leurs avoirs bancaires ; il y a des dizaines de prisonniers politiques qui croupissent dans les geôles du régime des vainqueurs, avec la caution des grandes puissances de ce monde ; les prix des denrées alimentaires flambent ; les syndicats qui ont organisé 116 mouvements de grève totalisant 704 jours d'inactivité, de 2003 à 2010, sous Laurent Gbagbo, préfèrent aujourd'hui ne rien dire, ne rien entendre et ne rien voir. Cela veut dire qu'ils ont peur mais nous sommes d'accord que cette peur n'est pas un hommage rendu à Ouattara. C'est plutôt à Laurent Gbagbo que l'on rend hommage, lui qui apparaît ainsi comme le chef permissif et démocrate par excellence. Ajoutons à cela un fait gravissime qui ne suscite, curieusement, aucune indignation de la part des soutiens extérieurs du nouveau régime : le pillage et la fermeture des Universités publiques de Cocody et d'Abobo-Adjamé, pour deux ans. Cela a pour conséquence un manque à gagner se chiffrant à 900 Doctorats, avec 77 000 étudiants jetés à la rue, sans compter 3 générations de bacheliers non inscrits et contraints à l'oisiveté. Depuis la disparition de Félix

Houphouët-Boigny, c'est la toute première fois que les Ivoiriens expérimentent de telles dérives totalitaires.

Sur le plan institutionnel, l'Assemblée Nationale a été dissoute de fait et les Députés jetés à la rue, sans émoluments depuis le 11 avril 2011. Les organisations de défense des Droits de l'Homme ont fermé les yeux là-dessus, tout comme elles ont cautionné un découpage électoral des plus iniques et des plus ethnocentrique, la configuration tout aussi tribale de la CEI, les nominations illégales au Conseil constitutionnel, etc. Sur cette base, je puis dire que depuis sept mois, les Ivoiriens se portent très mal alors qu'on leur avait promis le bonheur dans la paix et la quiétude devant l'avenir.

Beaucoup présentent Alassane Ouattara comme un monstre froid et cynique. Comment vous, vous le décrivez ?

Pour avoir suivi la campagne électorale de Ouattara, mais aussi pour avoir suivi ses discours depuis l'arrestation de Laurent Gbagbo par la France et sa déportation à Korhogo puis à La Haye, je sais que le Chef de l'Etat actuel affectionne les expressions de type "mon pays", "mes compatriotes", "mon frère Laurent Gbagbo". Mais entre le dire et le faire, je note un gouffre consternant. D'après les ONG internationales qui sont généralement pro-Ouattara, les Dozos et FRCI ont tué et continuent de tuer des milliers de pro-Gbagbo, c'est-dire les compatriotes de Ouattara ; mieux, parmi les milices et FRCI qui ont déferlé sur la partie Sud de la Côte d'Ivoire à partir du 17 mars 2011, on dénombre des gens venus de presque tous les pays de la CEDEAO. Ce qui donne à la Côte d'Ivoire, l'image d'un pays occupé et en voie de recolonisation par la sous-région. Voilà ma première observation. La deuxième concerne la problématique de la réconciliation. On se souvient que pour réconcilier les Ivoiriens (octobre-décembre 2001), Laurent Gbagbo avait fait rentrer d'exil ses principaux adversaires politiques de l'époque : Ouattara, Bédié, Guéï. Mais à son tour, Ouattara entend réconcilier "ses compatriotes" sans Laurent Gbagbo et ses partisans qui représentent pourtant au moins 46% de la population si je m'en tiens au résultat de la communauté internationale. C'est dire qu'on est en présence d'une réconciliation non-inclusive de la part d'un leader qui a été soutenu par les puissances extérieures parce qu'il était victime de pratiques d'exclusion de type "ivoiritaire". Ouattara vient même de faire extraditer son "frère Laurent Gbagbo" à La Haye, non pas à la demande de ses "compatriotes ivoiriens", mais sur injonction de Paris : peu avant cette déportation, le ministre français des Droits de l'Homme estimait que la réconciliation des Ivoiriens passaient par l'extradition de "son frère Laurent Gbagbo". Est-ce ainsi qu'on traite un frère ? Est-ce ainsi qu'on doit désormais traiter les frères ? Autant de questions qui incitent les compatriotes de Ouattara à dire qu'il veut toujours une chose et son contraire. Voilà pourquoi ils ont du mal à le suivre. J'en veux pour preuve les cris de désapprobation qui ont surgi et continuent de secouer cette coalition à propos de la déportation d'un frère : Djédjé Mady, président du Directoire dudit RHDP a parlé d'une "déchirure profonde dans le tissu national".

Que répondez-vous à ceux qui disent que la France dirige la Côte d'Ivoire avec Ouattara comme homme de mains ?

Cela est une évidence. Ouattara a demandé à la France de maintenir la Force Licorne sur le sol ivoirien aussi longtemps qu'il restera au pouvoir, contrairement à la position de Laurent Gbagbo qui, lui, avait demandé le départ de la base militaire française de la Côte d'Ivoire. Or une présence militaire étrangère dans un pays indépendant n'est rien d'autre que l'expression d'un assujettissement politique. Si à cela vous ajoutez l'assujettissement économique en termes d'endettement, de contrats de gré à gré, de bradage des ressources stratégiques, vous obtenez non pas la domination mais l'esclavage. En effet, François Fillon a révélé, le 14 juillet 2011, que c'est la France qui paye les fonctionnaires ivoiriens ! Du jamais vu sous Laurent Gbagbo dont le pays était pourtant coupé en deux et qui avait des raisons objectives de ne pas pouvoir payer les fonctionnaires ivoiriens. Une confiance : de 1960 jusqu'en 1979, 80% des conseillers techniques au sommet de l'Etat ivoirien étaient des expatriés français. De juin 1980 jusqu'au 11 avril 2011, ce sont les Ivoiriens eux-mêmes qui ont géré leurs propres affaires dans les différents cabinets ministériels. Ce que nous constatons donc depuis la chute du régime de Laurent Gbagbo, c'est bien le retour massif de ces expatriés pour la recolonisation de la Côte d'Ivoire.

Il paraît que Ouattara a donné l'ordre aux chasseurs Dozos et à ses milices de dégager les rues. A-t-il les moyens de chasser ceux qui l'ont porté au pouvoir ?

Je réponds à cette question par la négative et les preuves ne manquent pas pour démontrer que Ouattara n'a pas les moyens de chasser les Dozos/FRCI qui l'ont porté au pouvoir. Ces derniers, une catégorie particulière de Forces Républicaines, défient tous les jours leurs chefs, indiquant qu'ils ne quitteront la rue ou qu'ils continueront le trouble dans les villages, hameaux et quartiers du pays aussi longtemps que Ouattara ne leur donnera pas leur part du butin de guerre : il leur aurait promis 5 000 000 de FCFA par combattant, des villas ou des véhicules, promesses qui tardent à se concrétiser dans leurs mains. D'où les slogans hostiles à l'endroit du pouvoir actuel. On peut donc dire qu'à chaque catégorie socioprofessionnelle et à chaque époque ses prisonniers. La population ivoirienne est otage des Dozos/FRCI ; le gouvernement actuel est prisonnier des Dozos/FRCI ; ce même régime dépend de ses appuis extérieurs ; lesquels appuis extérieurs dépendent de leurs contribuables respectifs en cette période de crise économique et financière sévère (...). Tout est dans le tout. Et c'est cet enchevêtrement des choses qui passionne les observateurs nationaux et internationaux de la scène politique ivoirienne.

La peur de se retrouver aussi un jour à La Haye ne va-t-elle pas pousser Ouattara et ses seigneurs de guerre à s'éterniser au pouvoir ?

S'éterniser au pouvoir pour échapper à la rigueur de la CPI ? C'est possible. C'est aussi légitime, humainement parlant. Mais je me demande si la longévité politique d'un système dépend forcément et toujours de la volonté de ses dirigeants. Cependant, j'avoue que votre question est quelque part judicieuse dans la mesure où près de la moitié des ministres du gouvernement Ouattara-Soro viennent de se donner une carapace d'immunité parlementaire en se faisant élire Députés lors de la dernière mascarade électorale du 11 décembre 2011. Mais ce parapluie me paraît d'une extrême fragilité au regard de l'humiliation que les Députés de la dernière législature ont vécue : avec (...) l'arrestation du Président Gbagbo le 11 avril 2011, l'Assemblée Nationale n'a-t-elle pas été dissoute de fait en violation de la Constitution ? Des Députés comme Simone Ehivet-Gbagbo n'ont-ils pas été jetés en prison alors qu'ils bénéficiaient d'une immunité ? L'histoire est une école de la prudence et de la circonspection. C'est pourquoi, à mon avis, l'on ne doit pas faire à autrui ce qu'on ne souhaite pas pour soi-même.

Pour Guillaume Soro, le manque de repentance serait le point clé du transfèrement du président Laurent Gbagbo à La Haye. Que lui répondez-vous ?

Cette déclaration de Guillaume Soro est la preuve même d'une collusion entre le régime actuel et sa justice, la justice des vainqueurs. Et quand bien même ce ne serait pas le cas, le Premier ministre Soro n'est pas bien placé pour parler de repentance. Et puis si repentance il doit y avoir, qui doit le faire et dans quelle circonstance ? En effet, qui dit repentance dit procès. Mais peut-il y avoir procès sans toutes les parties au conflit ? Voyez-vous, par arrogance et par manque d'humilité, on avance des propos qui se liguent contre le bon sens.

Charles Konan Banny n'a toujours pas démissionné de la commission vérité réconciliation ...

Si Charles Konan Banny n'a pas démissionné, c'est tout simplement parce qu'il se sent bien dans sa peau là où il est. Il pouvait bien démissionner s'il ne partageait pas la conception de la réconciliation version Ouattara. Celle-ci consiste à ouvrir des procès, à condamner et à réconcilier de façon concomitante, dans une perspective de justice des vainqueurs à la Nuremberg. Je suis convaincu qu'il ne réussira jamais sa mission aussi longtemps que les vainqueurs continueront de tuer, d'emprisonner, disons d'animaliser les pro-Gbagbo. Et puis, une question d'ordre purement éthique me rend pessimiste quant à ses chances de réussite dans la mission qui est la sienne. Charles Konan Banny fait partie de la galaxie des anti-Gbagbo. Or, tout effort de paix authentique de la part d'un médiateur s'inscrit obligatoirement dans l'impartialité et la neutralité... On observe cela chez les animaux non humain, notamment les gorilles, on l'observe tout naturellement chez les animaux humains, qui ont la prétention d'être plus éthique que les grands singes. L'exemple de Desmond Tutu en Afrique du Sud est là pour le prouver.

On a encore en mémoire l'économiste en pleine campagne qui construira une université chaque année, des hôpitaux... Vous le croyez encore ?

Eh oui ! La période de la campagne électorale est terminée, bien loin derrière nous ! Le camp Ouattara avait promis, dans le plus pur style démagogique, beaucoup plus de choses que possible. Il l'a fait tout simplement parce qu'il voulait se donner de la consistance aux yeux de l'opinion. C'est dans cette logique publicitaire qu'il a promis une Université et des hôpitaux chaque année. Mais on notera que l'économiste Ouattara n'a pas indiqué préalablement le lieu d'implantation de ces infrastructures culturelles et sociales alors qu'il envisageait une politique de décentralisation. Lui qui disait en 2000 que le système d'Assurance Maladie Universel proposé par Laurent Gbagbo était dangereux parce que coûteux, a pu promettre des hôpitaux et des Universités chaque année. Contradiction. Beaucoup de gens, surtout les analphabètes ont un moment accordé du crédit à ces promesses démagogiques, par ignorance. Et voici que la réalité est beaucoup plus dramatique pour le camp Ouattara. Mais se rendant compte qu'il n'a même pas encore achevé la construction de la clôture de l'Université de Cocody, il envisage de saucissonner la pauvre Université, aujourd'hui entièrement saccagée. Du chapeau du prestidigitateur sortiront quatre Universités pour montrer qu'on aura réalisé ce qu'on a prévu. On tend ici vers une situation cocasse : sur ces ruines, on fera de chaque groupe d'UFR une Université : une Université de Sciences juridiques et Economiques ; une Université de Sciences et Techniques ; une Université de Lettres et Sciences Humaines ; une Université des Sciences de la Santé, etc. En un tour de passe-passe, il aura réalisé ce qu'il a promis. Là encore, il va marquer contre son propre camp. Parce que pour créer une Université, il faut tenir compte de tous les paramètres de l'environnement, des aspirations des populations. Là où Laurent Gbagbo voulait décongestionner Abidjan en faisant construire une Université dans chaque pôle de développement régional, l'éminent économiste veut créer plusieurs Universités sur les ruines de Cocody. Comme ça ! Cette perspective n'est ni plus ni moins qu'un bricolage collectif et du faux, finalement. Mais un faux dangereux en tant qu'il crée de faux espoirs et ne fait pas avancer la cause du développement équilibré et durable.

Beaucoup d'analystes disent qu'en bloquant les Avoirs des dignitaires du FPI et en lançant des mandats d'arrêt internationaux, l'idée était d'affaiblir ce parti et par ricochet de se retrouver seul à l'Assemblée. C'est ça aussi votre avis ?

Je suis d'accord avec vous. C'est la preuve que sans l'affaiblissement forcené d'un parti redoutable comme le FPI, le RDR n'aura jamais le sommeil tranquille parce qu'il redoute les joutes démocratiques. Il ne peut pas durer sans la violence. Ce qu'il faut au RDR, c'est moins un contexte de lutte institutionnelle, à armes égales, qu'une dictature ou système oligarchique, comme c'est le cas aujourd'hui. Le contexte que nous vivons est celui d'une dictature qui dépasse de très loin le système de parti unique sous Félix Houphouët-Boigny. Les historiens diront que Houphouët-Boigny avait besoin de moins de kalachnikov et de matraques pour imposer sa dictature à une population quasiment analphabète et en contexte de guerre froide. Aujourd'hui, les héritiers du père de la Nation, pour répondre aux tenants de la boulimie néolibérale, ont besoin de plus de moyens anti-démocratiques et déshumanisants face à un peuple ivoirien de plus en plus intellectualisé, donc plus exigeant. Mais cette force barbare imposée à la Côte d'Ivoire de 2012 n'a pas beaucoup de chance de prospérer, en raison justement de ce capital intellectuel national. On comprend pourquoi ce régime s'acharne contre l'Université. La Côte d'Ivoire est un petit pays mais qui est sur le point de rallier à sa cause bien des consciences éprises de liberté et de justice de par le monde. Je pense plus particulièrement à nos Diasporas africaines (Cameroun, Togo, Angola, Afrique du Sud, Ghana, Gambie, etc.) ainsi qu'aux représentants de la Gauche occidentale (Jean Ziegler, Michel Galy, Guy Labertit, Albert Bourgi, etc.).

Enfin l'UE comme les Etats-Unis n'ont pas trouvé bizarre que Ouattara aille seul aux législatives avec son groupe politique. Comment vous l'expliquez ?

Nous sommes dans une logique implacable, celle des connivences diplomatiques que l'on constate aussi bien en amont qu'en aval des crises que traverse la périphérie du monde capitaliste. Non seulement tout a été mis en œuvre par l'UE et les Etats-Unis pour noircir, diaboliser et renverser Laurent Gbagbo, tout simplement parce qu'il n'est pas leur homme, mais aussi ces soutiens observent un silence coupable face

aux dérives oligarchiques de leur homme. Ils auraient parlé de bizarrerie, crié haro sur le baudet si c'est Laurent Gbagbo qui était allé seul aux législatives avec son parti, le FPI. Vous savez, chez les mondialisateurs, la démocratie est un système à géométrie variable. Bernard Kouchner ne demandait-il pas début mars 2011 à la Droite Occidentale de soutenir Hamid Karzaï quand bien même il serait corrompu, car "c'est notre homme". De la même manière, les Etats-Unis, l'UE, le Canada soutiennent aujourd'hui Ouattara parce qu'il n'est pas Gbagbo, leur ennemi juré. Voilà pourquoi les soutiens extérieurs de Ouattara se contentent de "soupirs diplomatiques" face aux dérives totalitaires de leur homme. Sans conséquence aucune pour le régime qu'ils ont mis en place. J'appelle "soupirs diplomatiques", les mesures hypocrites qui consistent, par exemple, à délocaliser une Ambassade ou à déconseiller à des ressortissants la destination Côte d'Ivoire. Ce sont là des mesures en trompe l'œil, donc complaisantes qui montrent le degré d'hostilité de la Droite Occidentale vis-à-vis des dirigeants "d'Outre Mer" peu accommodants. Entre "ces mesures" et les différents embargos économiques, financiers et pharmaceutiques contre le peuple ivoirien et ses dirigeants, en décembre 2010 – janvier 2011, il n'y a aucune comparaison possible. C'est un racisme idéologique qui s'est surajouté au racisme biologique dont souffre le monde non occidental, depuis le XVIème siècle.

Ouattara veut 13.000 milliards pour reconstruire la Côte d'Ivoire là où Gbagbo refusait l'aide. Qu'est-ce qui fait la singularité de Laurent Gbagbo ?

Laurent Gbagbo est l'enfant du peuple ivoirien. Il aime son peuple et son peuple l'aime. Et c'est parce qu'il aime son peuple qu'il est foncièrement souverainiste, c'est-à-dire un dirigeant jaloux de l'indépendance et de la dignité de son pays. Voilà pourquoi il a horreur de faire endetter cruellement la Côte d'Ivoire. La dette n'est rien d'autre qu'un assujettissement économique qui se transforme, tôt ou tard, en dépendance politique et idéologique sur plusieurs générations. Laurent Gbagbo n'en voulait pas du tout. C'est pourquoi il ne pouvait pas être aimé et soutenu par ceux qui prospèrent à partir de l'endettement massif des pays du Tiers-monde : le FMI, la Banque Mondiale et tous les spéculateurs néolibéraux. Et je suis sûr que c'est son souverainisme qui a été perçu comme un péché capital et qui est à l'origine de cette haine anti-Gbagbo. Voyez-vous, la gbagbophilie a débouché sur les bombardements du 11 avril 2011. On voit donc que Ouattara est l'ami naturel du monde libéral qui ne prospère que sur l'endettement des pays faibles et sans défense. Entre Ouattara, le représentant de la boulimie néolibérale et Laurent Gbagbo, le porte-drapeau du socialisme démocratique, donc du souverainisme, il y a une différence de nature perceptible à travers le traitement infligé au Woody de Mama à l'occasion d'une simple controverse électorale.

Interview réalisée par Camus Ali [Lynx.info](http://lynx.info), le 6 janvier 2012

11 janvier 2012

<http://www.michelcollon.info/Les-Ivoiriens-experimentent-des.html>

2 Politique

2-1 Pr. Dedy Séri : c'est bien le retour massif de ces expatriés pour la recolonisation de la Côte d'Ivoire.

Lynx.info : Alassane Ouattara est président depuis sept mois. Comment se portent les Ivoiriens?

Pr. Dedy Séri : Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les Ivoiriens dont la communauté internationale prétend qu'ils ont rejeté Laurent Gbagbo à l'issue du scrutin du 28 novembre 2010, regrettent ce dernier au grand dam des soutiens extérieurs de Ouattara, le vainqueur.

Ceci indique clairement que l'Occident a échoué. Et que le vrai vainqueur, c'est Laurent Gbagbo. Mais le drame de la Côte d'Ivoire est que les grands de ce monde ne peuvent pas et ne veulent nullement se déjuger, par arrogance. Sinon comment comprendre que ces grands dirigeants de grande tradition démocratique, assistent sans broncher au recul de l'Etat de Droit dans un pays comme la Côte d'Ivoire qu'on prétend avoir remis sur les rails de la démocratie ? Comment ces dirigeants peuvent-ils tolérer que des "forces indisciplinées et incontrôlées" – c'est le terme de Ban-Ki Moon lui-même -puissent contrôler une armée républicaine qui crée l'insécurité, au point que ces mêmes soutiens extérieurs délocalisent leur Ambassade à Dakar ou à Accra ou déconseillent carrément la destination Côte d'Ivoire à leurs ressortissants ? Est-il rationnel et politiquement correct que des démocraties comme la France et les

Etats-Unis puissent soutenir, sur la place publique et en ce début de XXIème siècle, un système politique qui rappelle si étrangement la féodalité du Moyen Age avec ses seigneurs et vassaux unis davantage par des liens tribaux que par des règles impersonnelles ? En effet, chaque village, chaque quartier, du Nord au Sud et d'Est en Ouest de la Côte d'Ivoire, est aujourd'hui militairement occupé par des Dozos/FRCI venus de la CEDEAO, qui tuent et dévastent tout sur leur passage, depuis sept mois. Impunément ! Au vu et au su des forces Licorne/ONUCI et des ONG de défense des Droits de l'Homme. Tout simplement parce que les victimes sont des pro-Gbagbo. Outre ce problème sécuritaire, il faut noter que la Côte de l'économiste Ouattara est aujourd'hui bien plus pauvre que celle de l'historien Laurent Gbagbo. Depuis l'avènement de Ouattara, la vie des Ivoiriens sombre dans la précarité : il y a environ 2 000 000 de réfugiés/déplacés ; près de 200 000 personnes ayant perdu leur emploi ; 400 hauts cadres FPI/CNRD meurent de faim depuis le gel de leurs avoirs bancaires ; il y a des dizaines de prisonniers politiques qui croupissent dans les geôles du régime des vainqueurs, avec la caution des grandes puissances de ce monde ; les prix des denrées alimentaires flambent ; les syndicats qui ont organisé 116 mouvements de grève totalisant 704 jours d'inactivité, de 2003 à 2010, sous Laurent Gbagbo, préfèrent aujourd'hui ne rien dire, ne rien entendre et ne rien voir. Cela veut dire qu'ils ont peur mais nous sommes d'accord que cette peur n'est pas un hommage rendu à Ouattara. C'est plutôt à Laurent Gbagbo que l'on rend hommage, lui qui apparaît ainsi comme le chef permissif et démocrate par excellence. Ajoutons à cela un fait gravissime qui ne suscite, curieusement, aucune indignation de la part des soutiens extérieurs du nouveau régime : le pillage et la fermeture des Universités publiques de Cocody et d'Abobo-Adjamé, pour deux ans. Cela a pour conséquence un manque à gagner se chiffrant à 900 Doctorats, avec 77 000 étudiants jetés à la rue, sans compter 3 générations de bacheliers non inscrits et contraints à l'oisiveté. Depuis la disparition de Félix Houphouët-Boigny, c'est la toute première fois que les Ivoiriens expérimentent de telles dérives totalitaires.

Sur le plan institutionnel, l'Assemblée Nationale a été dissoute de fait et les Députés jetés à la rue, sans émoluments depuis le 11 avril 2011. Les organisations de défense des Droits de l'Homme ont fermé les yeux là-dessus, tout comme elles ont cautionné un découpage électoral des plus iniques et des plus ethnocentrique, la configuration tout aussi tribale de la CEI, les nominations illégales au Conseil constitutionnel, etc. Sur cette base, je puis dire que depuis sept mois, les Ivoiriens se portent très mal alors qu'on leur avait promis le bonheur dans la paix et la quiétude devant l'avenir.

Lynx.info: Beaucoup présentent Alassane Ouattara comme un monstre froid et cynique. Comment vous, vous le décrivez?

Pr. Dédy Séri : Pour avoir suivi la campagne électorale de Ouattara, mais aussi pour avoir suivi ses discours depuis l'arrestation de Laurent Gbagbo par la France et sa déportation à Korhogo puis à La Haye, je sais que le Chef de l'Etat actuel affectionne les expressions de type "mon pays", "mes compatriotes", "mon frère Laurent Gbagbo". Mais entre le dire et le faire, je note un gouffre consternant. D'après les ONG internationales qui sont généralement pro-Ouattara, les Dozos et FRCI ont tué et continuent de tuer des milliers de pro-Gbagbo, c'est-dire les compatriotes de Ouattara ; mieux, parmi les milices et FRCI qui ont déferlé sur la partie Sud de la Côte d'Ivoire à partir du 17 mars 2011, on dénombre des gens venus de presque tous les pays de la CEDEAO. Ce qui donne à la Côte d'Ivoire, l'image d'un pays occupé et en voie de recolonisation par la sous-région. Voilà ma première observation. La deuxième concerne la problématique de la réconciliation. On se souvient que pour réconcilier les Ivoiriens (octobre-décembre 2001), Laurent Gbagbo avait fait rentrer d'exil ses principaux adversaires politiques de l'époque : Ouattara, Bédié, Guéï. Mais à son tour, Ouattara entend réconcilier "ses compatriotes" sans Laurent Gbagbo et ses partisans qui représentent pourtant au moins 46% de la population si je m'en tiens au résultat de la communauté internationale. C'est dire qu'on est en présence d'une réconciliation non-inclusive de la part d'un leader qui a été soutenu par les puissances extérieures parce qu'il était victime de pratiques d'exclusion de type "ivoiritaire". **Ouattara vient même de faire extraditer son "frère Laurent Gbagbo" à La Haye, non pas à la demande de ses "compatriotes ivoiriens", mais sur injonction de Paris :** peu avant cette déportation, le ministre français des Droits de l'Homme estimait que la réconciliation des Ivoiriens passaient par l'extradition de "son frère Laurent Gbagbo". Est-ce ainsi qu'on traite un frère ? Est-ce ainsi qu'on doit désormais traiter les frères ? Autant de questions qui incitent les compatriotes de Ouattara à dire qu'il veut toujours une chose et son contraire. Voilà pourquoi ils ont du mal à le suivre. J'en veux pour preuve les cris de

désapprobation qui ont surgi et continuent de secouer cette colation à propos de la déportation d'un frère : Djédjé Mady, président du Directoire dudit RHDP a parlé d'une "déchirure profonde dans le tissu national".

Lynx.info: Que répondez-vous à ceux qui disent que la France dirige la Côte d'Ivoire avec Ouattara comme homme de mains?

Pr. Dédy Séri : Cela est une évidence. Ouattara a demandé à la France de maintenir la Force Licorne sur le sol ivoirien aussi longtemps qu'il restera au pouvoir, contrairement à la position de Laurent Gbagbo qui, lui, avait demandé le départ de la base militaire française de la Côte d'Ivoire. Or une présence militaire étrangère dans un pays indépendant n'est rien d'autre que l'expression d'un assujettissement politique. Si à cela vous ajoutez l'assujettissement économique en termes d'endettement, de contrats de gré à gré, de bradage des ressources stratégiques, vous obtenez non pas la domination mais l'esclavage. En effet, François Fillon a révélé, le 14 juillet 2011, que c'est la France qui paye les fonctionnaires ivoiriens ! Du jamais vu sous Laurent Gbagbo dont le pays était pourtant coupé en deux et qui avait des raisons objectives de ne pas pouvoir payer les fonctionnaires ivoiriens. Une confiance : de 1960 jusqu'en 1979, 80% des conseillers techniques au sommet de l'Etat ivoirien étaient des expatriés français. De juin 1980 jusqu'au 11 avril 2011, ce sont les Ivoiriens eux-mêmes qui ont géré leurs propres affaires dans les différents cabinets ministériels. Ce que nous constatons donc depuis la chute du régime de Laurent Gbagbo, c'est bien le retour massif de ces expatriés pour la recolonisation de la Côte d'Ivoire.

Lynx.info: Il paraît que Ouattara a donné l'ordre aux chasseurs Dozos et à ses milices de dégager les rues. A-t-il les moyens de chasser ceux qui l'ont porté au pouvoir ?

Pr. Dédy Séri : Je réponds à cette question par la négative et les preuves ne manquent pas pour démontrer que Ouattara n'a pas les moyens de chasser les Dozos/FRCI qui l'ont porté au pouvoir. Ces derniers, une catégorie particulière de Forces Républicaines, défient tous les jours leurs chefs, indiquant qu'ils ne quitteront la rue ou qu'ils continueront le trouble dans les villages, hameaux et quartiers du pays aussi longtemps que Ouattara ne leur donnera pas leur part du butin de guerre : il leur aurait promis 5 000 000 de FCFA par combattant, des villas ou des véhicules, promesses qui tardent à se concrétiser dans leurs mains. D'où les slogans hostiles à l'endroit du pouvoir actuel. On peut donc dire qu'à chaque catégorie socioprofessionnelle et à chaque époque ses prisonniers. La population ivoirienne est otage des Dozos/FRCI ; le gouvernement actuel est prisonnier des Dozos/FRCI ; ce même régime dépend de ses appuis extérieurs ; lesquels appuis extérieurs dépendent de leurs contribuables respectifs en cette période de crise économique et financière sévère (...). Tout est dans le tout. Et c'est cet enchevêtrement des choses qui passionne les observateurs nationaux et internationaux de la scène politique ivoirienne.

Lynx.info: La peur de se retrouver aussi un jour à La Haye ne va-t-elle pas pousser Ouattara et ses seigneurs de guerre à s'éterniser au pouvoir?

Pr. Dédy Séri : S'éterniser au pouvoir pour échapper à la rigueur de la CPI ? C'est possible. C'est aussi légitime, humainement parlant. Mais je me demande si la longévité politique d'un système dépend forcément et toujours de la volonté de ses dirigeants. Cependant, j'avoue que votre question est quelque part judicieuse dans la mesure où près de la moitié des ministres du gouvernement Ouattara-Soro viennent de se donner une carapace d'immunité parlementaire en se faisant élire Députés lors de la dernière mascarade électorale du 11 décembre 2011. Mais ce parapluie me paraît d'une extrême fragilité au regard de l'humiliation que les Députés de la dernière législature ont vécue : avec le renversement et l'arrestation du Président Gbagbo le 11 avril 2011, l'Assemblée Nationale n'a-t-elle pas été dissoute de fait en violation de la Constitution ? Des Députés comme Simone Ehivet-Gbagbo n'ont-ils pas été jetés en prison alors qu'ils bénéficiaient d'une immunité ? L'histoire est une école de la prudence et de la circonspection. C'est pourquoi, à mon avis, l'on ne doit pas faire à autrui ce qu'on ne souhaite pas pour soi-même.

Lynx.info: Pour Guillaume Soro, le manque de repentance serait le point clé du transfèrement du président Laurent Gbagbo à La Haye. Que lui répondez-vous?

Pr. Dédy Séri : Cette déclaration de Guillaume Soro est la preuve même d'une collusion entre le régime actuel et sa justice, la justice des vainqueurs. Et quand bien même ce ne serait pas le cas, le Premier ministre Soro n'est pas bien placé pour parler de repentance. Et puis si repentance il doit y avoir, qui doit le faire et dans quelle circonstance ? En effet, qui dit repentance dit procès. Mais peut-il y avoir procès sans toutes les parties au conflit ? Voyez-vous, par arrogance et par manque d'humilité, on avance des propos qui se liguent contre le bon sens.

Lynx.info: Charles Konan Banny n'a toujours pas démissionné de la commission vérité réconciliation ...

Pr. Dédy Séri : Si Charles Konan Banny n'a pas démissionné, c'est tout simplement parce qu'il se sent bien dans sa peau là il est. Il pouvait bien démissionner s'il ne partageait pas la conception de la réconciliation version Ouattara. Celle-ci consiste à ouvrir des procès, à condamner et à réconcilier de façon concomitante, dans une perspective de justice des vainqueurs à la Nuremberg. Je suis convaincu qu'il ne réussira jamais sa mission aussi longtemps que les vainqueurs continueront de tuer, d'emprisonner, disons d'animaliser les pro-Gbagbo. Et puis, une question d'ordre purement éthique me rend pessimiste quant à ses chances de réussite dans la mission qui est la sienne. Charles Konan Banny fait partie de la galaxie des anti-Gbagbo. Or, tout effort de paix authentique de la part d'un médiateur s'inscrit obligatoirement dans l'impartialité et la neutralité... On observe cela chez les animaux non humain, notamment les gorilles, on l'observe tout naturellement chez les animaux humains, qui ont la prétention d'être plus éthique que les grands singes. L'exemple de Desmond Tutu en Afrique du Sud est là pour le prouver.

Lynx.info: On a encore en mémoire l'économiste en pleine campagne qui construira une université chaque année, des hôpitaux... Vous le croyez encore ?

Pr. Dédy Séri : Eh oui ! La période de la campagne électorale est terminée, bien loin derrière nous ! Le camp Ouattara avait promis, dans le plus pur style démagogique, beaucoup plus de choses que possible. Il l'a fait tout simplement parce qu'il voulait se donner de la consistance aux yeux de l'opinion. C'est dans cette logique publicitaire qu'il a promis une Université et des hôpitaux chaque année. Mais on notera que l'économiste Ouattara n'a pas indiqué préalablement le lieu d'implantation de ces infrastructures culturelles et sociales alors qu'il envisageait une politique de décentralisation. Lui qui disait en 2000 que le système d'Assurance Maladie Universel proposé par Laurent Gbagbo était dangereux parce que coûteux, a pu promettre des hôpitaux et des Universités chaque année. Contradiction. Beaucoup de gens, surtout les analphabètes ont un moment accordé du crédit à ces promesses démagogiques, par ignorance. Et voici que la réalité est beaucoup plus dramatique pour le camp Ouattara. Mais se rendant compte qu'il n'a même pas encore achevé la construction de la clôture de l'Université de Cocody, il envisage de saucissonner la pauvre Université, aujourd'hui entièrement saccagée. Du chapeau du prestidigitateur sortiront quatre Universités pour montrer qu'on aura réalisé ce qu'on a prévu. On tend ici vers une situation cocasse : sur ces ruines, on fera de chaque groupe d'UFR une Université : une Université de Sciences juridiques et Economiques ; une Universités de Sciences et Techniques ; une Université de Lettres et Sciences Humaines ; une Université des Sciences de la Santé, etc. En un tout de passe-passe, il aura réalisé ce qu'il a promis. Là encore, il va marquer contre son propre camp. Parce que pour créer une Université, il faut tenir compte de tous les paramètres de l'environnement, des aspirations des populations. Là où Laurent Gbagbo voulait décongestionner Abidjan en faisant construire une Université dans chaque pôle de développement régional, l'éminent économiste veut créer plusieurs Universités sur les ruines de Cocody. Comme ça ! Cette perspective n'est ni plus ni moins qu'un bricolage collectif et du faux, finalement. Mais un faux dangereux en tant qu'il crée de faux espoirs et ne fais pas avancer la cause du développement équilibré et durable.

Lynx.info: Beaucoup d'analystes disent qu'en bloquant les Avoirs des dignitaires du FPI et en lançant des mandats d'arrêt internationaux, l'idée était d'affaiblir ce parti et par ricochet de se retrouver seul à l'Assemblée. C'est ça aussi votre avis?

Pr. Dédy Séri : Je suis d'accord avec vous. C'est la preuve que sans l'affaiblissement forcené d'un parti redoutable comme le FPI, le RDR n'aura jamais le sommeil tranquille parce qu'il redoute les joutes démocratiques. Il ne peut pas durer sans la violence. Ce qu'il faut au RDR, c'est moins un contexte de lutte institutionnelle, à armes égales, qu'une dictature ou système oligarchique, comme c'est le cas

aujourd'hui. Le contexte que nous vivons est celui d'une dictature qui dépasse de très loin le système de parti unique sous Félix Houphouët-Boigny. Les historiens diront que Houphouët-Boigny avait besoin de moins de kalachnikov et de matraques pour imposer sa dictature à une population quasiment analphabète et en contexte de guerre froide. Aujourd'hui, les héritiers du père de la Nation, pour répondre aux tenants de la boulimie néolibérale, ont besoin de plus de moyens anti-démocratiques et déshumanisants face à un peuple ivoirien de plus en plus intellectualisé, donc plus exigeant. Mais cette force barbare imposée à la Côte d'Ivoire de 2012 n'a pas beaucoup de chance de prospérer, en raison justement de ce capital intellectuel national. On comprend pourquoi ce régime s'acharne contre l'Université. La Côte d'Ivoire est un petit pays mais qui est sur le point de rallier à sa cause bien des consciences éprises de liberté et de justice de par le monde. Je pense plus particulièrement à nos Diasporas africaines (Cameroun, Togo, Angola, Afrique du Sud, Ghana, Gambie, etc.) ainsi qu'aux représentants de la Gauche occidentale (Jean Ziegler, Michel Galy, Guy Labertit, Albert Bourgi, etc.).

Lynx.info: Finalement l'UE comme les Etats-Unis n'ont pas trouvé bizarre que Ouattara aille seul aux législatives avec son groupe politique. Comment vous l'expliquez ?

Pr. Dédy Séri : Nous sommes dans une logique implacable, celle des connivences diplomatiques que l'on constate aussi bien en amont qu'en aval des crises que traverse la périphérie du monde capitaliste. Non seulement tout a été mis en œuvre par l'UE et les Etats-Unis pour noircir, diaboliser et renverser Laurent Gbagbo, tout simplement parce qu'il n'est pas leur homme, mais aussi ces soutiens observent un silence coupable face aux dérives oligarchiques de leur homme. Ils auraient parlé de bizarrerie, crié haro sur le baudet si c'est Laurent Gbagbo qui était allé seul aux législatives avec son parti, le FPI. Vous savez, chez les mondialisateurs, la démocratie est un système à géométrie variable. **Bernard Kouchner ne demandait-il pas début mars 2011 à la Droite Occidentale de soutenir Hamid Karzaï quand bien même il serait corrompu, car "c'est notre homme"**. De la même manière, les Etats-Unis, l'UE, le Canada soutiennent aujourd'hui Ouattara parce qu'il n'est pas Gbagbo, leur ennemi juré. Voilà pourquoi les soutiens extérieurs de Ouattara se contentent de "soupirs diplomatiques" face aux dérives totalitaires de leur homme. Sans conséquence aucune pour le régime qu'ils ont mis en place. J'appelle "soupirs diplomatiques", les mesures hypocrites qui consistent, par exemple, à délocaliser une Ambassade ou à déconseiller à des ressortissants la destination Côte d'Ivoire. Ce sont là des mesures en trompe l'œil, donc complaisantes qui montrent le degré d'hostilité de la Droite Occidentale vis-à-vis des dirigeants "d'Outre Mer" peu accommodants. Entre "ces mesures" et les différents embargos économiques, financiers et pharmaceutiques contre le peuple ivoirien et ses dirigeants, en décembre 2010 – janvier 2011, il n'y a aucune comparaison possible. C'est un racisme idéologique qui s'est surajouté au racisme biologique dont souffre le monde non occidental, depuis le XVIème siècle.

Lynx.info: Ouattara veut 13.000 milliards pour reconstruire la Côte d'Ivoire là où Gbagbo refusait l'aide. Qu'est-ce qui fait la singularité de Laurent Gbagbo?

Pr. Dédy Séri : Laurent Gbagbo est l'enfant du peuple ivoirien. Il aime son peuple et son peuple l'aime. Et c'est parce qu'il aime son peuple qu'il est foncièrement souverainiste, c'est-à-dire un dirigeant jaloux de l'indépendance et de la dignité de son pays. Voilà pourquoi il a horreur de faire endetter cruellement la Côte d'Ivoire. La dette n'est rien d'autre qu'un assujettissement économique qui se transforme, tôt ou tard, en dépendance politique et idéologique sur plusieurs générations. Laurent Gbagbo n'en voulait pas du tout. C'est pourquoi il ne pouvait pas être aimé et soutenu par ceux qui prospèrent à partir de l'endettement massif des pays du Tiers-monde : le FMI, la Banque Mondiale et tous les spéculateurs néolibéraux. Et je suis sûr que c'est son souverainisme qui a été perçu comme un péché capital et qui est à l'origine de cette haine anti-Gbagbo. Voyez-vous, la gbagbophilie a débouché sur les bombardements du 11 avril 2011. On voit donc que Ouattara est l'ami naturel du monde libéral qui ne prospère que sur l'endettement des pays faibles et sans défense. Entre Ouattara, le représentant de la boulimie néolibérale et Laurent Gbagbo, le porte-drapeau du socialisme démocratique, donc du souverainisme, il y a une différence de nature perceptible à travers le traitement infligé au Woody de Mama à l'occasion d'une simple controverse électorale.

Lynx.info: Je vous remercie.

Dedy Séri

Interview réalisée par Camus Ali Lynx.info,

2-2 Sur le terrain

1 CPI

2-1 1Pascal Turlan : “Nous continuons nos enquêtes qui portent sur tous les camps”.

Dans la seconde partie de l’interview réalisée à la CPI avec Pascal Turlan du Bureau du Procureur Ocampo par notre correspondant Europe James Cénach, il est question des éléments de base sur lesquels la CPI a fondé sa requête, de collusion entre le procureur et Alassane Dramane Ouattara, de l’ouverture des enquêtes sur les seuls événements post-électoraux, de la poursuite des seuls proches de Laurent Gbagbo etc.

Mais il est question aussi et surtout des accolades que Ocampo et Bensouda font à Soro au même moment où ils traquent des innocents proches de Gbagbo. Nous vous invitons à lire et à relire les excellentes analyses que fait James Cénach (aujourd’hui et demain) sur le transfèrement du président Gbagbo et sur le caractère illégal et arbitraire de toutes les décisions prises jusque-là. Parce que, officiellement, la Côte d’Ivoire n’a pas encore reconnu le Statut de Rome. Pour la simple raison que le Conseil constitutionnel ivoirien a déclaré, non conforme à la Constitution, le Statut de Rome.

NV : Lors de la visite à Abidjan de Madame Bensouda, la Procureur adjointe de la CPI, le ministre ivoirien de la Justice a déclaré : «Nous avons bien cerné la période des enquêtes ; n’oubliez pas qu’il y a eu des lois d’amnistie en 2002, 2003, 2004 ; nous enquêtons selon des bases juridiques données, c’est-à-dire à partir du 4 décembre 2011... ». Est-ce donc en fonction de ces éléments que vous avez limité votre enquête aux évènements postélectoraux ?

PT : Selon le Statut de Rome qui gouverne le fonctionnement de la Cour, il n'y a pas d'immunité pour les crimes de la compétence de la Cour et des lois d'amnistie ne peuvent pas couvrir les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crimes de génocide.

NV : Vous affirmez dans votre requête (par.18) à la Cour avoir reçu le 15 mars 2011, un mémorandum des avocats de M. Ouattara sur les faits survenus après le 28 novembre et leur qualification juridique en vertu du traité de Rome. Cette information ne confirme-t-elle pas les affirmations de HRW et votre parfaite entente avec les autorités ivoiriennes sur le cadre temporel de l’enquête?

PT : Comme je l'ai déjà dit, nous travaillons dans un cadre légal précis et en fonction des éléments à notre disposition, des informations recueillies et des informations complémentaires que nous pouvons demander. Nous avons reçu des informations préparées par des représentants de M. Ouattara qui ont été intégrées à notre analyse comme les autres. Nous avons reçu des informations d'autres bords également, qui ont aussi été incluses dans notre réflexion. Sur la base de l'ensemble des informations à notre disposition, nous avons demandé l'autorisation d'ouvrir une enquête sur les crimes qui auraient été commis après le 28 novembre 2010, en raison de leur particulière gravité et de la masse d'information directement disponible sur cette période, et d'indiquer que des informations reçues, en nombre plus limité, pouvaient laisser penser que des crimes auraient pu être commis lors de la période antérieure et que nous tenions ces informations à la disposition des juges. Nous leur avons ensuite transmis ces informations, comme je l'ai expliqué.

NV : Vous avez demandé l’ouverture d’une enquête sur les seuls évènements postélectoraux ?

PT : Nous avons indiqué dans notre demande d'autorisation pour enquêter, faite courant juin 2011, que les informations en notre possession laissaient à penser que des crimes de notre compétence, d'une particulière gravité, avaient été commis entre novembre 2010 et la date de notre demande. Nous avons également indiqué que la Chambre, sur la base des informations que nous lui fournissions, pouvait conclure qu'elle devait nous autoriser à enquêter également sur les crimes commis dans la période précédente puisqu'il semblait qu'il était possible que des crimes de notre compétence aient pu être commis durant cette période également.

NV : N'est-ce-pas votre Bureau qui, en fonction des éléments dont il dispose, soumet un cadre d'enquête

à la Cour qui apprécie et décide ?

PT : Lorsque les juges ont rendu leur décision le 3 octobre dernier, ils ont répondu positivement à notre demande d'ouverture d'une enquête en considérant qu'effectivement, dans la période à partir du 28 novembre 2010, des crimes relevant de la compétence de la Cour semblaient avoir été commis et que donc, nous pouvions enquêter sur ces crimes. Et ils nous ont également demandé de leur fournir les informations additionnelles que nous pouvions apporter sur la possibilité que des crimes de notre compétence aient également été commis pendant la période 2002 à 2010. Ce que nous avons fait au début novembre 2011. Nous avons déposé devant la Cour ces informations additionnelles. Nous attendons maintenant la décision des juges.

NV : A Abidjan comme à l'Ouest, les rapports des experts de l'Onu et des ONG sur lesquels vous avez fondé votre analyse de la situation ivoirienne n'accusent pas que ceux que vous appelez les forces pro-Gbagbo. Ils sont aussi unanimes sur la responsabilité des forces pro-Ouattara dans les crimes commis au cours de la crise postélectorale. Paradoxalement, vous affirmez au paragraphe 75 de votre demande d'autorisation d'une enquête adressée le 23 juin 2011 à la Cour, que vous ne disposiez pas d'éléments pour suspecter les forces pro-Ouattara de crimes contre l'humanité. Est-ce cela l'impartialité avec laquelle vous entendez instruire le cas ivoirien ?

PT : Nous sommes une institution judiciaire. Nous travaillons sur la base de notre analyse puis de notre enquête et des éléments de preuve et des témoignages que nous rassemblons. Au moment de la demande d'ouverture d'une enquête concernant la situation en Côte d'Ivoire, nous n'avions à notre disposition qu'un certain nombre d'éléments que l'enquête nous permet aujourd'hui, depuis le 3 octobre dernier, d'affiner et d'approfondir. Lorsque nous faisons une demande d'enquête, il est évident que nous utilisons l'information disponible, qu'elle provienne des ONG ou des Nations Unies, de l'ONUSC, du Haut Commissariat aux droits de l'Homme. Nous utilisons cette information mais ça n'est pas suffisant pour qualifier de façon définitive et absolue, caractériser des crimes qui auraient été commis ; c'est un élément d'information parmi d'autres. Il nous revient ensuite d'apporter nos propres conclusions sur la base des éléments rassemblés.

NV : Je reviens sur ma question. Pourquoi le Procureur n'a pas été ferme lorsque l'opportunité s'est présentée pour demander une enquête à partir de 2002, puisque déjà, en 2006, vous étiez prêts à mener une enquête ?

PT : Je n'ai pas dit que nous étions prêts à enquêter en 2006. Il faut bien comprendre le travail du Bureau de procureur. Il y a la phase d'examen préliminaire et la phase d'enquête. En 2006, nous étions en phase d'examen préliminaire de la situation en Côte d'Ivoire, en phase d'analyse, et c'est ce que nous avons fait. Nous analysons une situation afin de déterminer si une enquête est opportune. Au cours de cette phase, nous analysons les crimes qui auraient été commis pour savoir s'ils seraient de notre compétence, puis la question de leur recevabilité notamment pour savoir si des procédures judiciaires sont en cours ou envisagées vis-à-vis de ces crimes. Cette analyse était alors en cours. Les missions que nous souhaitions faire en Côte d'Ivoire et qui ont été annulées sur instructions des autorités ivoiriennes, visaient à conforter cette analyse, à rassembler des éléments d'information complémentaires qui auraient pu nous permettre d'aboutir à une décision d'ouvrir ou non une enquête.

NV : Vos missions prévues en Côte d'Ivoire, en 2006, ont été annulées par les autorités ivoiriennes avez-vous dit ? Par quelles autorités ? Est-ce par le président Laurent Gbagbo ?

PT : Je ne saurais vous dire si c'est Monsieur Laurent Gbagbo lui-même. Ce que je peux vous dire est qu'il y avait une mission qui devait partir en Côte d'Ivoire en 2006 et que deux jours avant le départ de cette mission, alors que nous avions reçu des visas, elle avait été annulée. On nous avait indiqué qu'il n'était plus opportun de nous rendre en Côte d'Ivoire.

NV : Vous avez quand même reçu une lettre de notification du refus du Gouvernement ivoirien à ce sujet ?

PT : Nous avons reçu des informations de la part des autorités ivoiriennes.

NV : De quel ministère ? du ministère des Affaires étrangères ? Du ministère de la Justice ?

PT : Ce qui compte pour nous, c'est que nous sommes en contact avec un Etat et cet Etat est représenté

par des autorités officielles. Si elles donnent une information, nous en prenons acte.

NV : J'insiste parce qu'à cette époque-là, le gouvernement était un gouvernement de plusieurs tendances politiques dont certaines n'avaient pas intérêt à ce qu'une enquête CPI soit ouverte.

PT : Mais cette interprétation vous appartient à vous; parce que nous, nous n'avons pas à évaluer la représentativité des autorités nationales. Par la suite, nous avons pu déployer une mission de quelques jours en 2009; cette mission a été déployée, nous avons pu rencontrer un certain nombre d'acteurs de la société civile et malgré notre demande, nous n'avons pas pu rencontrer les autorités nationales à ce moment-là.

NV : Lesquelles n'avez-vous pas pu rencontrer?

PT : Nous avons fait plusieurs demandes pour rencontrer la présidence, le gouvernement, les autorités compétentes, ça n'a pas été possible. Maintenant, nous avons continué notre analyse de la situation, et il y a eu les événements que vous connaissez suite aux élections, à partir du 28 novembre 2010. Le Procureur a fait un communiqué de presse le 21 décembre 2010 indiquant son inquiétude par rapport à la situation sur le terrain et avertissant toutes les parties que si des crimes de la compétence de la Cour devaient être commis dans le cadre de la situation post-électorale, le Bureau du Procureur se réservait la possibilité de demander l'ouverture d'une enquête. La situation a dégénéré dans les proportions que vous connaissez. Nous avons demandé à la Chambre préliminaire de la Cour pénale internationale l'autorisation d'ouvrir une enquête sur les crimes qui auraient été commis dans la période post-électorale en Côte d'Ivoire.

NV : Si je vous ai bien suivi, sur la période 2002-2010, vous n'avez que des informations parcellaires, un dossier incomplet. Et pourtant, des informations abondantes existent sur cette période. Dans ces conditions, cette période ne risque-t-elle pas d'être passée par pertes et profits ?

PT : Moi, je suis un juriste. Je ne passe rien par pertes et profits a priori. D'une part, je travaille dans un cadre légal précis imposé par le Statut de Rome et d'autre part en fonction des éléments de preuve à notre disposition. S'agissant du cadre légal, nous avons fait une demande aux juges. Nous attendons maintenant leur décision. Je ne peux pas préjuger de ce que diront les juges sur cette période 2002-2010. Je vois bien que du côté des médias ivoiriens et d'un certain nombre de personnes, il y a une tentation de dire "Ah bon ! ça c'est abandonné, on passe ça par pertes et profits", mais ça c'est du discours. C'est quelque chose que nous ne pouvons pas faire aujourd'hui: nous attendons la décision des juges sur cette période. Si les juges nous disent qu'il est opportun d'enquêter sur cette période, nous le ferons. D'autre part, nous travaillons sur la base des éléments de preuve reçus et aussi sur la base des éléments que nous rassemblons nous-mêmes lorsque nous sommes en phase d'enquête.

NV : Qui peut vous apporter les éléments de preuve dont vous avez besoin pour alimenter vos dossiers?

PT : Nous l'avons dit à plusieurs reprises, et nous l'avons dit à vous également à cette réunion que nous avons eue juste après le transfert de M. Laurent Gbagbo, début décembre, que s'il y a des informations à la disposition des journalistes ou de la société civile ou d'une quelconque personne en Côte d'Ivoire sur des crimes qui auraient été commis dans la période 2002-2010 qui ne sont pas encore à la disposition de la Cour, nous accueillerons cette information et nous travaillons sur cette information. Envoyez-nous, et faites- nous envoyer les informations dont nous n'aurions pas encore connaissance et nous les analyserons. Tout le monde a vu des rapports d'un certain nombre d'ONG, d'organisations internationales, etc. Oui, ça fait partie de la masse d'informations à notre disposition que nous avons transmises aux juges. Ça fait partie des informations sur lesquelles les juges se baseront pour prendre une décision nous autorisant à ouvrir ou non une enquête. S'il y a maintenant des éléments plus précis encore disponibles, nous sommes prêts à les recevoir bien évidemment.

NV : Qu'avez-vous décelé très précisément au niveau national qui ait empêché l'ouverture des poursuites contre Laurent Gbagbo pourtant accusé par les autorités ivoiriennes d'avoir commis des crimes de sang ?

PT : Je ne crois pas qu'il nous appartienne de répondre à cette question. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que le Président Ouattara, dans son courrier du 3 mai 2011, a indiqué que des difficultés de tous ordres se poseraient pour la justice ivoirienne qui n'était pas la mieux placée pour connaître de ces

crimes les plus graves et que la CPI était mieux placée pour le faire.

NV : Peut-on vraiment parler de difficultés des autorités judiciaires nationales si l'on s'en tient à vos propres affirmations figurant au paragraphe 48 de votre requête, et, selon lesquelles une enquête a été ordonnée par le Procureur militaire sur les meurtres présumés des femmes d'Abobo et les bombardements des civils par les FDS ? Avez-vous approfondi vos informations sur ces enquêtes ?

PT : Nous avons mis à la disposition des juges l'ensemble des informations pertinentes à notre disposition pour appuyer notre demande d'ouverture d'une enquête. Lorsque des informations existaient sur des procédures nationales, nous en avons fait mention. Elles ont été intégrées dans notre analyse de la recevabilité de la situation. Notre conclusion était que la situation était recevable.

NV : Le refus manifeste des autorités nationales d'engager les poursuites contre Laurent Gbagbo pour ses crimes supposés, n'est-il pas le résultat d'une entente entre elles et votre Bureau dans le but de régler une question de procédure pour faire juger Laurent Gbagbo par la CPI ?

PT : Le Gouvernement ivoirien a toujours très clairement dit que, pour lui, les plus hauts responsables des crimes les plus graves commis pendant la période de crise post-électorale en Côte d'Ivoire devraient être jugés devant la CPI. Des poursuites pour d'autres actes ont été engagées au niveau national, y compris contre M. Gbagbo, mais le Gouvernement a souhaité que les crimes de la compétence de la Cour soient poursuivis devant la Cour. Nous avons pris note de ce souhait et nous avons constaté que M. Gbagbo n'était pas poursuivi pour les crimes pour lesquels nous avons l'intention de le poursuivre. Nous avons demandé un mandat d'arrêt contre lui à la lumière de ces faits également.

NV : Que retenir de la CPI, lorsqu'elle nous renvoie une image renversée de la réalité où la victime, Laurent Gbagbo, est présentée comme étant l'agresseur et les agresseurs encore en liberté ?

PT : A nouveau, je vous laisse à vos interprétations de qui est qui. Je n'ai pas de commentaires à faire sur les uns et les autres. Nous avons rassemblé des éléments de preuve concernant Monsieur Laurent Gbagbo et nous l'avons emmené devant la Cour. Nous continuons nos enquêtes qui portent sur tous les camps. L'image que la CPI doit donner c'est l'image que la justice avance et qu'il n'est pas acceptable que la violence soit utilisée dans une quelconque situation pour tenter d'obtenir des avantages ou des résultats politiques. Nous emmènerons en justice toute personne qui utilisera la violence comme argument, comme moyen d'accéder à un poste qu'il soit politique ou autre, d'ailleurs.

Propos recueillis à La Haye, au siège de la CPI Par James Cénach

http://www.notrevoie.com/a_la_une.asp?id=43048

4 Les grandes manœuvres

Gbagbo gagne son premier combat à la CPI.

Le président [ivoirien](#) renversé [Laurent Gbagbo](#) a finalement obtenu d'un greffier de la Cour pénale internationale l'aide judiciaire que réclame depuis trois semaines un de ses avocats, Maître Emmanuel Altit. Il est présumé «indigent», selon Le Figaro. Qui affirme : «Malgré les investigations engagées dès son transfèrement hors de [Côte d'Ivoire](#), l'enquêteur financier mandaté par la CPI n'a en effet trouvé aucune trace d'avoirs attribuables à l'ex-homme fort d'[Abidjan](#)».

«Un examen préliminaire (...) laisse penser, a priori, que le demandeur ne dispose pas de ressources suffisantes pour prendre en charge tout ou partie des coûts de sa représentation légale devant la cour», indique la décision rendue par le greffier Esteban Peralta Losilla. Qui s'empresse de dire que l'aide judiciaire octroyée ne l'est qu'à titre provisoire, la CPI n'ayant pas renoncé à trouver des biens à [Gbagbo](#), «auquel des rumeurs jamais confirmées ont notamment prêté des avoirs aux Etats-Unis et en [Afrique](#) du Sud», affirme Le Figaro.

Les leçons de cette révélation du Figaro sont simples et limpides : après plus de cinq semaines d'enquêtes sur «les avoirs de Gbagbo à l'étranger», la CPI n'a rien trouvé. Et pourtant, ce n'est faute de méthode et de volonté de bien chercher de la part des enquêteurs de la CPI. En effet, selon les informations, les recherches menées dans le but de découvrir la masse d'argent que Laurent Gbagbo et son régime auraient cachée à l'étranger, ont lourdement bénéficié de la collaboration zélée des nouvelles autorités d'Abidjan, ainsi que celle non moins zélée des dirigeants [français](#) et de pays occidentaux. C'est

dans le but de pouvoir trouver des preuves qui accablent Gbagbo et son régime que depuis février 2011, sous la conduite de [Nicolas Sarkozy](#), le clan [Ouattara](#) au pouvoir a gelé les avoirs de plus de 400 familles innocentes en Côte d'[Ivoire](#). Or, voilà que malgré toutes ces méchancetés racontées et exercées sur le compte et contre le [président Gbagbo](#) et tous ses proches, aucune fortune cachée ni aucun bien immobilier n'ont été découverts portant la trace des Refondateurs [ivoiriens](#). Et pourtant, sur le continent européen, tous les «biens mal acquis» des présidents [africains](#) sont proprement documentés. En Côte d'Ivoire, il est de notoriété publique que, Henri Konan Bédié et [Alassane Ouattara](#), les rivaux qui accusent le président Gbagbo de crimes économiques aujourd'hui, jouissent eux-mêmes de riches patrimoines immobiliers et autres dans l'Hexagone. Au contraire de ces chouchous de la France, Laurent Gbagbo, le chef d'Etat le plus détesté par la «communauté internationale» en Afrique s'avère être, au terme de l'enquête de la CPI, le plus honnête et le plus patriote des présidents ivoiriens.

Du coup, le président Laurent Gbagbo, déclaré vainqueur de l'élection présidentielle ivoirienne par le Conseil constitutionnel mais renversé par l'[armée française](#), vient de remporter une victoire importante à la CPI. Gbagbo n'a aucun bien, ni bien acquis ni mal acquis à l'étranger. A son corps dépendant, la CPI s'est engagée à prendre à sa charge, selon Le Figaro, «la rémunération d'un avocat, d'un assistant juridique et d'un gestionnaire de dossier ainsi que le remboursement des frais engagés par la défense de Laurent Gbagbo à hauteur de 76 000 euros (49,83 millions FCFA) ».

Fini les accusations farfelues de crimes économiques contre le président Laurent Gbagbo. La fierté de l'Afrique digne et souveraine.

César Etou

cesaretou2002@yahoo.fr

L'«indigence» de Laurent Gbagbo reconnue par la CPI

Le greffier de la Cour pénale internationale a répondu favorablement, le 28 décembre dernier, à la demande d'aide judiciaire de l'ex-président ivoirien.

L'ex-président [ivoirien Laurent Gbagbo](#), qui est détenu depuis bientôt un mois à La [Haye](#) dans le cadre d'une enquête sur les «crimes contre l'humanité» commis l'an dernier lors des violences post-électorales, est présumé... «indigent». Le 28 décembre, un greffier de la Cour pénale internationale (CPI) lui a accordé l'aide judiciaire réclamée trois semaines plus tôt par son conseil, Me Emmanuel Altit. Malgré les investigations engagées dès son transfèrement hors de Côte d'[Ivoire](#), l'enquêteur financier mandaté par la CPI n'a en effet trouvé aucune trace d'avoirs attribuables à l'ex-homme fort d'[Abidjan](#).

«Un examen préliminaire (...) laisse penser, a priori, que le demandeur ne dispose pas de ressources suffisantes pour prendre en charge tout ou partie des coûts de sa représentation légale devant la cour», indique la décision rendue par la greffière Silvana Arbia, qui précise: «le présent octroi de l'aide judiciaire ne lui est accordé qu'à titre provisoire». Malgré cette concession, le parquet de la CPI semble en effet résolu à poursuivre ses investigations sur le patrimoine supposé de [Laurent Gbagbo](#), auquel des rumeurs jamais confirmées ont notamment prêté des avoirs aux États-Unis et en [Afrique](#) du Sud.

«Dans la bonne direction»

En attendant, la CPI s'est engagé à prendre à sa charge la rémunération d'un avocat, d'un assistant juridique et d'un gestionnaire de dossier ainsi que le remboursement des frais engagés par la défense de Laurent [Gbagbo](#) à hauteur de 76.000 euros. «C'est un pas dans la bonne direction et nous sommes ravis que le greffe se soit finalement rangé à nos arguments», se réjouit Me Altit, qui déplore cependant le caractère «manifestement insuffisant» de l'aide proposée. «Cette enveloppe est complètement inadaptée à la mise en place d'une défense effective et réelle dans une affaire de cette importance», nuance l'avocat.

Depuis la création de la CPI en 2002, la grande majorité des personnes mises en cause ont bénéficié de l'aide judiciaire. Exception marquante, l'ex-chef de guerre Jean-Pierre Bemba, issu d'une riche famille congolaise, qui fut inculpé en juin 2009 de «crimes contre l'humanité» commis en Centrafrique, s'est vu refuser ce [soutien](#) financier. De même, cinq des six Kenyans mis en cause dans l'enquête sur les violences post-électorales survenues en 2007 et 2008 ne bénéficient pas de l'aide prévue par les textes fondateurs de la CPI.

Source: Le Figaro

28-12

5 Politique internationale

a) Usa

Clinton

Côte d'Ivoire: Hillary Clinton encourage le président Ouattara au "dialogue".

Pour la première visite d'un secrétaire d'Etat depuis 1986 dans le pays, première puissance économique d'Afrique de l'Ouest francophone et premier producteur mondial de cacao, elle a décerné un satisfecit au nouveau pouvoir, exprimant son "admiration pour les progrès" réalisés et le "retour progressif et porteur d'espérance à la paix et à la sécurité". (© AFP Larry Downing)

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a appelé mardi à Abidjan le président ivoirien Alassane Ouattara au "dialogue" avec son opposition après une crise politique meurtrière, tout en le félicitant pour les progrès accomplis, notamment sur la sécurité.

C'est un "moment historique" pour la Côte d'Ivoire, a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse avec M. Ouattara, qui l'a reçue au palais présidentiel.

Pour la première visite d'un secrétaire d'Etat depuis 1986 dans le pays, première puissance économique d'Afrique de l'Ouest francophone et premier producteur mondial de cacao, elle a décerné un satisfecit au nouveau pouvoir, saluant les "progrès" réalisés et le "retour progressif et porteur d'espérance à la paix et à la sécurité".

Cette ex-colonie française a été déchirée par une crise postélectorale de décembre 2010 à avril 2011, qui s'est conclue par deux semaines de guerre et a fait quelque 3.000 morts.

Les Etats-Unis ont été, avec la France et l'ONU, les principaux alliés d'Alassane Ouattara durant son bras-de-fer avec l'ex-président Laurent Gbagbo, qui refusait de se retirer après sa défaite au scrutin de novembre 2010.

"C'est une période excitante pour la Côte d'Ivoire comme pour l'Afrique de l'Ouest", a jugé Mme Clinton, en référence aux dernières élections présidentielles au Nigeria, au Niger, en Guinée et au Liberia.

"Sécuriser ces gains pour la démocratie, la prospérité et la sécurité - pour les gens d'ici comme pour vos voisins - demandera beaucoup de travail", a-t-elle cependant averti.

"Il sera particulièrement important d'inclure toutes les voix, y compris celles qui sont discordantes, dans le dialogue politique", a-t-elle souligné.

Si le fil n'est pas rompu, le dialogue reste très limité entre le nouveau régime - qui proclame son ambition de "réconcilier" les Ivoiriens - et le camp Gbagbo, qui a boycotté les législatives du 11 décembre dernier.

Coopérations

"Nous ne doutons pas, le président (américain Barack) Obama et moi-même, que la Côte d'Ivoire peut être de nouveau le moteur de la croissance économique pour les Ivoiriens mais aussi pour la région", a ajouté la secrétaire d'Etat.

De son côté, M. Ouattara a fait part de sa "ferme volonté de construire un Etat de droit, avec une justice impartiale et respectueuse des droits humains".

Il a souhaité un "renforcement de la coopération" entre les deux pays en matière de sécurité (face aux groupes jihadistes dans le Sahel, à la piraterie maritime et au trafic de drogue, notamment) et dans le domaine économique.

Il a promis que la réforme de la filière ivoirienne du cacao, dans laquelle les Etats-Unis ont de gros intérêts, serait complètement mise en oeuvre d'ici fin janvier.

Engagées dans une coopération tous azimuts avec la France, les nouvelles autorités ivoiriennes n'entendent pas pour autant négliger les autres partenaires, comme la Chine et les Etats-Unis.

La réforme de l'armée est le défi le plus urgent, alors que des exactions sont régulièrement commises par des ex-rebelles pro-Ouattara intégrés dans les forces de défense.

M. Ouattara avait été reçu en juillet 2011 par le président Obama à la Maison Blanche en compagnie des présidents du Niger, de Guinée et du Bénin, en soutien aux processus démocratiques dans ces pays.

<http://www.liberation.fr/depeches/01012383903-cote-d-ivoire-hillary-clinton-s-entretient-avec-le-president-ouattara>

Les américains lâchent Ouattara.

Un désaveu très poli de l'Élysée dans la gestion du [dossier ivoirien](#).

Dans le monde occidental qui aime bien jouer le gendarme du monde, la règle d'or étant de ne pas gêner l'autre dans sa zone d'influence.

C'est clair que [la Côte d'Ivoire](#), colonie française, vit sous l'influence de Paris qui décide à la place des [ivoiriens](#) dans les instances internationales, notamment à l'Onu.

C'est au nom de ce principe presque sacro-saint dans le fonctionnement des relations internationales que [Sarkozy](#) a entraîné la plupart des pays occidentaux... à savoir l'Angleterre, le Canada, les Usa à prendre fait et cause pour le poulain [Ouattara](#) qui a été présenté comme le vainqueur de l'élection présidentielle, face au "dictateur [Gbagbo](#)" qui ne veut pas quitter le pouvoir. On se rappelle bien que le Canada et l'Angleterre ont été les premiers pays, sous intrigues parisiennes, à avoir rompu les relations diplomatiques avec le pouvoir Gbagbo. Ce sont eux qui ont donné le ton, en reconnaissant les ambassadeurs nommés par Ouattara. Puis a suivi l'administration américaine. On connaît la suite... [Obama](#), au départ hésitant entre la pression française et la réalité de la [crise ivoirienne](#) qu'il reçoit par le canal du mode évangéliste afro-américain, finit par céder. En trahissant presque son propre serment qu'il avait pris devant des pasteurs évangélistes et des proches du [Président Gbagbo](#). «Ce n'est pas sous mon mandat qu'on va recoloniser l'[Afrique](#)» avait-il confié à l'époque. Malheureusement pour la [Côte d'Ivoire](#), au Département d'Etat, il y a une certaine Hilary Clinton très proche de [Nicolas Sarkozy](#) dans le dossier [ivoirien](#). Sous la pression de plusieurs lobbies financiers qui alimentent les caisses d'une multitude d'organisations de [Droits de l'Homme](#), dont la très contestée Humann Right, Barak Obama prend ouvertement fait et cause pour Ouattara. Il met en scelle le Président nigérian dans la guerre qui se prépare contre le pouvoir Gbagbo. L'Amérique offre en plus, de la logistique militaire par le biais de plusieurs capitales de la sous-région. Il écrit même une lettre ouverte au peuple ivoirien en leur demandant d'accepter Ouattara comme président. Pour l'occasion, il prend soin de le présenter sous les traits d'un grand démocrate qui fera de la Côte d'[Ivoire](#), une grande démocratie en Afrique. Dans le même temps, il tente de manier la carotte envers le Président Gbagbo. L'Amérique lui offre un exil doré avec en plus, une place de professeur d'histoire africaine dans une prestigieuse université Yankee. Une proposition qui a même fait tiquer l'opinion africaine. Et par exemple le Président sud-africain [Jacob Zuma](#) qui n'a pas manqué de demander aux occidentaux «est que chez vous, le Président qui perd les élections va en exil?» Mais le sort de la Côte d'Ivoire était déjà scellé. Il fallait faire partir Gbagbo par tous les moyens. Sur le terrain abidjanais, l'ambassadeur des Usa Carter III, ne se gêne plus de froisser certaines convenances diplomatiques en se posant en opposant au régime de Gbagbo. Il enchaîne de ce fait, les sorties très musclées contre lui. Gbagbo parti dans les conditions que tout le monde sait, Ouattara s'installe à la grande joie du monde occidental. L'homme est alors accueilli avec faste dans presque toutes les capitales de l'ouest. Paris, Washington, Bruxelles... Ouattara y est le bien venu grâce au lobby de l'Élysée. Sarkozy l'invite personnellement à une rencontre du G20 où il le présente aux grands du monde. Histoire d'en faire un grand Président. Mais [le temps](#) de la joie et des congratulations passé, tout le monde fait face à la dure réalité. L'Amérique qui croyait décrocher le gros lot en Côte d'Ivoire se trouve encore obligé de ronger ses freins, face à l'appétit des [français](#). En tout cas, dans le partage du gâteau ivoirien, il était question de céder la fourniture des équipements de l'armée ivoirienne à la grande Amérique. Au final, Paris quasiment en pleine crise économique, s'est vue obligée d'arracher ce contrat à son allié. Ça peut boucher certains trous en Hexagone. Qui est fou ! Evidemment, les américains prennent cela très mal. Ils ne manquent pas de le signifier ouvertement à Ouattara au dernier sommet de l'Ua à Malabo, en [Guinée Equatoriale](#). C'est en tout cas, ce qui se raconte dans le petit monde diplomatique ivoirien. Mais il n'y a pas que ça. La France développe en Côte d'Ivoire, un appétit sans pareil en raflant tout. Il n'y a plus d'appel d'offre. Paris s'accapare tout sans rien céder à ses alliés. Il n'y a donc pas de partage de gâteau. L'Amérique assiste la France faire cavalier seul. On dirait plutôt qu'elle évolue en roue libre à [Abidjan](#). Ce qui n'est pas fait pour plaire à l'administration américaine qui se trouve désillusionnée. Elle décide alors de laisser faire. Surtout que jusque là, le pouvoir d'Abidjan qui s'attendait à une pluie de milliards en provenance de la Reserve fédérale, constate avec amertume, l'indifférence de Obama. D'ailleurs à l'occasion de l'une de ses nombreuses visites aux Usa, Ouattara presque à bout de patience, n'a pas manqué de se confier au confrère le «Patriote» l'un de ses portes voix. «J'espère que le Président Obama ne va pas se limiter à de simples promesses.» a-t-il dit aux

journalistes qui l'accompagnaient dans ce voyage. Jusqu'aujourd'hui, aucun Dollar n'est parti de la Maison Blanche en destination de la Côte d'Ivoire. Mais bien plus, les Usa très pointilleux sur les questions de Droits de l'Homme ont décidé de surveiller le pouvoir d'Abidjan qui ne fait pas d'effort pour régler la situation sécuritaire en Côte d'Ivoire. On peut même dire que les soutiens américains de Ouattara sont de plus déçus sur cette question. Car la trop grande propension des [Frci](#) à commettre les crimes a dépassé les frontières de la Côte d'Ivoire. Au point d'irriter certaines missions diplomatiques qui ont finalement décidé de plier bagages. La Côte d'Ivoire version Ouattara, étant devenue de plus en plus moins sûre. Les derniers crimes des Frci qui ont presque irrité la diplomatie Yankee sont les morts de Vavoua. Carter III qui a déployé tant d'efforts pour son ami Ouattara s'est vu obligé de prendre le taureau par les cornes. «Qu'est ce qui se passe ? L'homme qui tuait est à la Cpi. Pourquoi on continu de tuer en Côte d'Ivoire» aurait de ce fait, demandé le diplomate américain à Ouattara. C'est après cette rencontre qu'il est sorti de son silence pour donner un ultimatum de 48h au Frci pour quitter les rues d'Abidjan. Entre temps, l'Amérique a déjà décidé de fouiller les [affaires](#) de la République au grand dame de Paris qui préfère fermer les yeux sur ça. Sans le dire ouvertement, la diplomatie américaine dénonce en privé, le harcèlement et l'emprisonnement des journalistes. Elle trouve cette pratique rétrograde pour la Côte d'Ivoire. Certains confrères qui ont subi les brimades des Frci sont régulièrement appelés par cette mission diplomatique. Et elle entraîne dans sa nouvelle position, tout le monde anglo-saxonne. Ils sont liés par une tradition de fidélité.

Guehi Brence

Le Temps

<http://www.ivoirediaspo.net/?p=6868>

b) France

Les grandes manœuvres

Gbagbo, un os dans la gorge de la France.

Ainsi donc le Président Gbagbo est un indigent. C'est la conclusion à laquelle est parvenue l'enquête diligentée par la Cpi sur la prétendue fortune de Laurent Gbagbo qu'on accuse pourtant de crimes économiques. Cette enquête menée par des gens qu'on ne saurait soupçonner de pro-Gbagbo, a révélé qu'il n'a aucun compte bancaire à l'étranger. Elle a également révélé qu'il n'a aucun bien susceptible de lui rapporter de l'argent nulle part dans le monde. Et comme son unique compte bancaire domicilié à la Sgbc en Côte d'Ivoire est gelé par le pouvoir Ouattara, le Président Gbagbo n'a aucun moyen pour faire face aux dépenses afférentes à sa défense à la Cpi. Par conséquent la Cour pénale internationale a décidé de prendre en charge ces frais. On peut déduire de ce qui précède que pendant ses 10 ans d'exercice du pouvoir d'Etat, Laurent Gbagbo n'a pas volé l'argent de la Côte d'Ivoire. Il est donc absurde de l'accuser de crimes économiques. C'est une première victoire comme Notre Voie l'avait déjà indiqué. Mais au-delà de tout, Laurent Gbagbo vient de donner la preuve qu'en Afrique, on peut gouverner son pays sans voler le peuple. Il est donc l'exemple achevé des chefs d'Etat dont l'Afrique a besoin aujourd'hui. C'est en cela qu'il fait la fierté de tout le continent. Dès le début de sa lutte politique, le Président Gbagbo a inscrit son combat dans l'intégrité morale, l'honnêteté et l'engagement à servir dans la transparence le peuple ivoirien. On se souvienne, à cet égard, de son exil en France où il a passé 6 ans dans des conditions extrêmement difficiles. Félix Houphouët-Boigny qui voulait obtenir le ralliement de l'opposant Gbagbo lui avait proposé la somme de 2 milliards fcfa et un poste de ministre d'Etat. Mais Gbagbo avait indiqué à l'émissaire du Président Houphouët, de lui dire de prendre cet argent pour accroître le prix d'achat bord champ du kilogramme de cacao aux paysans. Qui était très bas. « S'il le fait, c'est à moi qu'il aura rendu service car c'est pour les populations ivoiriennes que je me bats et non pour moi-même », avait insisté Gbagbo. Ce n'est pas tout ! Alors qu'il était toujours en exil en France, son salaire d'Universitaire-chercheur était régulièrement viré sur son compte bancaire. Quand il est rentré d'exil en 1988, il a simplement changé de compte bancaire pour ne pas toucher cet argent. Que l'Etat a d'ailleurs récupéré. « J'estime qu'il n'est pas normal de toucher un salaire pour un travail qu'on n'a pas fait », avait dit Laurent Gbagbo, à ce propos. Pour lui, on ne vient pas à la politique pour s'enrichir. L'enquête ouverte par la Cpi sur la prétendue fortune de Gbagbo n'était pas faite pour lui rendre service. La France voulait se servir des résultats de cette enquête pour mieux l'abattre. Cette étape gagnée par Gbagbo, il reste à la France, l'étape relative aux crimes contre l'humanité dont on accable

injustement le Président Gbagbo. Le monde entier attend de voir. En réalité, Gbagbo est un os dans la gorge de la France.

http://www.notrevoie.com/a_la_une.asp?id=42814